

« L'Université et la ville : quelles synergies ? »

**Déjeuner-débat au Cercle Gaulois
16 janvier 2013**

**Intervention de Jean-Paul Lambert
Recteur de l'Université Saint-Louis – Bruxelles**

Monsieur le Président,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

L'Université est née dans les villes, depuis la création de la première d'entre elles (Bologne à la fin du 12^e siècle). En deux siècles, plus de 30 universités européennes verront le jour, toutes implantées dans des villes. Et le mouvement n'a fait, depuis, que se poursuivre. Certes, beaucoup plus récemment, en considération de la forte expansion universitaire liée au « baby boom » consécutif à la seconde guerre mondiale, certains pays (on songe notamment à la France) ont tenté une « déconcentration » en implantant des « cités universitaires » en dehors des villes, mais cette expérience n'est manifestement pas jugée convaincante car, partout dans le monde, la tendance est au retour des universités dans la ville.

Bruxelles n'apparaît pas, de prime abord, comme une « ville universitaire », cette dimension étant éclipsée par son statut de capitale de l'Europe, avec l'implantation des principales institutions de l'Union européenne. Cette perception tient essentiellement à la part des étudiants dans la population totale. Boston, par exemple, est perçue comme une « ville universitaire » car Boston concentre quelques 65 *colleges* et universités – dont les prestigieuses Harvard et MIT – pour une population d'un peu plus de 600.000 habitants. Pour revenir en Belgique – et en changeant de « catégorie »... - d'autres villes sont, avant Bruxelles, perçues comme des « villes étudiantes », car la part de leur population étudiante (de l'enseignement supérieur) dans leur population totale y est plus importante qu'à Bruxelles : près de la moitié pour Leuven (qui compte moins de 100.000 habitants), un quart pour Ghent (qui compte moins de 250.000 habitants), un cinquième pour Liège (qui compte moins de 200.000 habitants), etc. Et pourtant Bruxelles est la principale ville étudiante du pays, avec 76.000 étudiants de l'enseignement supérieur... mais pour 1.120.000 habitants, d'où un ratio de la population étudiante de 1/15 seulement.

Bruxelles compte de nombreux atouts (ainsi que des handicaps, notamment sur le plan de son financement, thème pour lequel le Président avait eu l'amabilité de m'inviter à cette même tribune en 2004). Concentrons-nous d'abord sur les atouts : selon plusieurs rapports (je pense,

entre autres, à une étude de PricewaterhouseCoopers de 2007), Bruxelles peut être rangée dans la catégorie des « global cities » (certes, parmi les petites, vu sa taille) en raison de diverses caractéristiques : son rôle politique évidemment, mais aussi ses « scores » en matière de « capital humain » (disponibilité de personnels hautement qualifiés), des connaissances linguistiques de ses habitants, de sa qualité de vie, de sa diversité culturelle, de la qualité de ses infrastructures (notamment sur le plan culturel), de sa « connectivité » aisée avec les principales capitales et centres d'affaires européens, etc.

Il s'impose, selon nous, de tirer encore davantage parti de l'atout que constitue la présence, à Bruxelles, de plusieurs universités et d'un grand nombre d'institutions d'enseignement supérieur. Cette réalité offre des potentialités encore largement sous-estimées (voire inexploitées), mais elle implique aussi des défis à relever, et donc des politiques volontaristes à mettre en œuvre.

Les impacts (qui offrent autant de possibilités de synergies) de l'Université sur la ville touchent à de nombreuses dimensions :

1) l'impact sur l'activité économique vient spontanément à l'esprit. On songe évidemment aux universités comme vecteurs d'une « économie de la connaissance », grâce aux recherches qui s'y mènent (dans tous les domaines, y compris en sciences humaines et sociales) et qui irriguent le tissu des entreprises, des administrations, et des diverses organisations – dont les organisations internationales – présentes à Bruxelles. On songe aussi à la mise à disposition des mêmes acteurs d'un personnel hautement qualifié, de plus en plus requis par cette « économie de la connaissance ». Peut-être oublie-t-on que – des enquêtes l'attestent – une partie de nos diplômés universitaires (et ceci vise évidemment aussi la VUB) originaires d'autres Régions du pays ou de l'étranger, ayant appris à apprécier Bruxelles, décident ensuite de s'y installer, élargissant ainsi, avec de hauts revenus, l'assise fiscale de notre Ville-Région. Cet aspect n'est pas à négliger au vu de la situation toujours un peu précaire réservée à Bruxelles, en dépit du récent refinancement, par la loi de financement des entités fédérées, surtout si l'on considère les défis du boom démographique qui s'annonce. Cet élément est un argument de plus pour tenter d'améliorer encore les conditions d'accueil et de vie des étudiants à Bruxelles puisque, s'ils ont pris plaisir à y vivre, ils ont toute chance de vouloir s'y installer à l'issue de leurs études.

Toujours à propos de l'impact sur l'activité économique, et plus prosaïquement, on ne peut évidemment ignorer les retombées de la présence massive d'étudiants (et des membres du personnel) sur divers secteurs d'activités : Horeca, commerces, entreprises culturelles et de loisir, etc.

2) autre impact de l'Université sur la ville : les perspectives sociales. Je viens d'évoquer le boom démographique qui se profile à Bruxelles (à l'inverse d'une grande partie de notre continent qui aborde l' « hiver démographique »). Ce boom démographique est un défi car il amènera dans nos universités (plus encore qu'aujourd'hui) des étudiants provenant de milieux culturels et socio-économiques très diversifiés, et dont la plupart seront peut-être les premiers de leur famille à pouvoir entamer des études supérieures.

Il est important que les universités (et les autres établissements de l'enseignement supérieur) continuent d'assurer le rôle d' « ascenseur social » pour ces nouvelles générations d'étudiants. Elles le font déjà mais le défi se posera, tout au moins à Bruxelles, avec une acuité accrue à l'avenir. L'enjeu est évidemment de nature sociale (il s'agit d'éviter une dualisation croissante de notre population et du marché du travail) mais on vient de voir que cet enjeu de nature sociale est intimement lié aux retombées économiques (formation de diplômés qualifiés, aux hauts revenus, qui viendront renforcer l'assise fiscale de Bruxelles).

3) la présence d'universités dans la ville exerce aussi un impact culturel non seulement en raison des nombreuses activités culturelles (colloques, expositions, etc.) organisées par les universités mais aussi – et surtout – via la formation, par les universités, des acteurs (et parfois des élites...) du monde de la culture. De ce point de vue, la présence à Bruxelles d'universités relevant des deux grandes communautés culturelles du pays est un atout majeur.

4) les universités, par la nature de leurs activités, exercent aussi un impact sur l'« internationalisation » de la ville. Les universités bruxelloises attirent des étudiants étrangers de près de 150 nationalités et accueillent, chaque année, de nombreux contingents des programmes ERASMUS et ERASMUS-MUNDUS. La proportion d'étudiants étrangers – qui ne fait que croître - s'élève actuellement à 32 % à l'ULB, à 18 % à Saint-Louis (*attention : ces chiffres ne sont pas comparables en toute rigueur !*) et à 16 % à la VUB. Les staffs d'enseignants et chercheurs s'internationalisent aussi. Et les nombreux colloques scientifiques internationaux attirent, chaque semaine, de nombreux collègues étrangers qui doivent se loger, se nourrir...avec les retombées économiques positives qui en découlent pour la ville.

Parmi les défis à relever, figure évidemment la problématique de la mobilité, qui n'est pas spécifique aux universités, mais qui les touche directement pour ce qui concerne l'accessibilité de leurs implantations, tant pour les étudiants vivant à Bruxelles que pour ceux faisant la navette depuis les deux autres Régions.

Un défi plus important encore- et plus aigu en perspective de l'internationalisation croissante de la population étudiante - concerne la disponibilité de logements étudiants. Le parc actuellement disponible est notoirement insuffisant et les prix de ces logements sont, du coup,

bien plus élevés que dans les autres « villes étudiantes » belges. Si l'on veut maintenir l'attractivité de nos universités bruxelloises (et, surtout, leur permettre de continuer à se développer), il est impératif que les pouvoirs publics (en concertation, peut-être, avec des acteurs privés) s'attaquent à résorber cette pénurie car les universités, que l'on sait « sous-financées », ne parviendront pas, avec leurs faibles moyens, à résoudre seules ce problème.

En partie liés aux deux points précédents (mobilité et logement étudiants) mais dans une perspective plus vaste, on peut véritablement parler de défis urbanistiques qui doivent être rencontrés pour la création de quartiers universitaires et l'intégration harmonieuse de ceux-ci dans les projets de rénovation urbaine. Mon collègue, le Recteur Didier Viviers, vient d'évoquer le projet d'aménagement des (anciennes) casernes, situées à côté du campus « Plaine », où se concentrent des implantations importantes de l'ULB et de la VUB. Permettez-moi de plaider pour que la priorité ne soit pas seulement réservée à la partie Sud-Est de l'agglomération mais aussi à sa partie plus centrale. Dans un rayon de 10 minutes à pied autour de l'Université Saint-Louis, se concentrent près de 15.000 étudiants, si l'on considère aussi les nombreuses implantations proches de Hautes Ecoles (des deux Communautés linguistiques). L'aménagement du territoire est un élément crucial de la qualité de l'environnement urbain : toujours dans le quartier Saint-Louis, citons le projet (approuvé par le « schéma directeur Botanique ») de reconnecter le Boulevard Pacheco et le Boulevard du Jardin botanique avec le Jardin du même nom, afin de relier le centre de la ville avec sa partie Nord en couvrant la véritable « autoroute urbaine » qui défigure notre quartier.

On l'aura compris : ces divers enjeux et défis sont interconnectés et nécessitent une approche globale, multidimensionnelle et multidisciplinaire. Les responsables politiques, pouvoirs publics et autres acteurs ont la chance de pouvoir s'appuyer sur les compétences mobilisées au sein du *Brussels Studies Institute*, plate-forme scientifique associant l'ULB, la VUB et l'Université Saint-Louis. Chacune de ces universités dispose de Centres de recherche compétents dans ces domaines. Pour Saint-Louis, nous pouvons mobiliser l'IRIB (Institut de Recherches Interdisciplinaires sur Bruxelles), le CERB (Centre d'Etudes Régionales Bruxelloises), sans oublier notre programme (co-organisé avec des partenaires) *d'Executive Master en Immobilier* dont un des orateurs de ce jour, M. Anders BOELKHE, est Program Manager.

En conclusion : les Universités sont prêtes à relever, avec tous les acteurs concernés, les défis à rencontrer pour affermir encore le rôle de Bruxelles dans la catégorie des « global cities » qui rayonnent aussi comme « Pôles internationaux de la connaissance ».